



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

ÉVALUATION DANS LES ZONES DE RETOUR

PROVINCE DU NORD-KIVU

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



DTM

MATRICE DE SUIVI
DES DÉPLACEMENTS



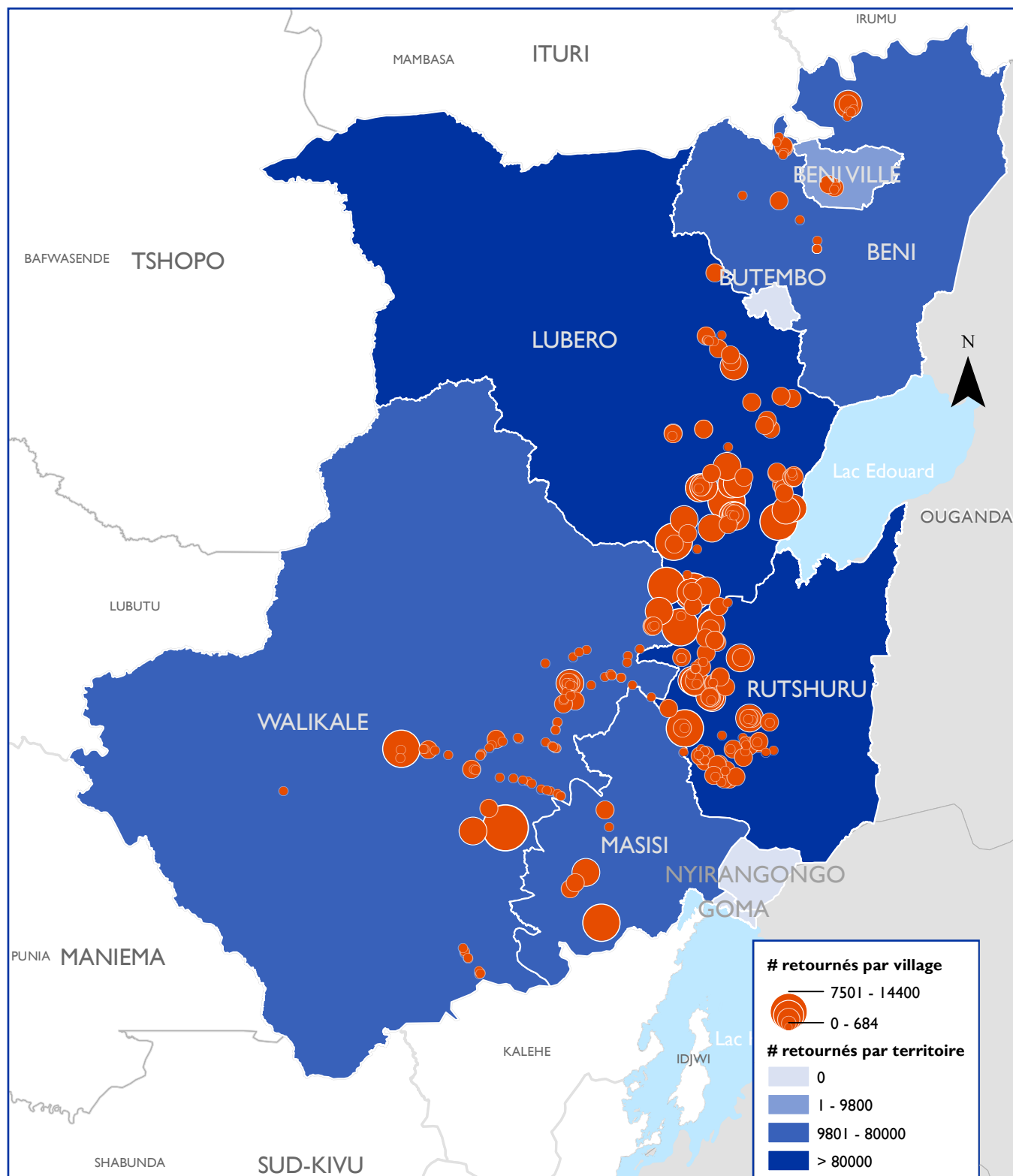
USAID

FROM THE AMERICAN PEOPLE

INTRODUCTION

Entre le 15 et le 31 août 2021, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), par le biais de l'unité DTM (Matrice de suivi des déplacements), a mené des enquêtes d'évaluation dans les zones de retour dans la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC). En ligne avec les directives du Comité permanent inter-agences (IASC) sur les solutions durables pour les personnes déplacées, cette évaluation a pour but de mesurer la sévérité des conditions de vie des personnes déplacées dans les lieux de retour ainsi que les progrès effectués en termes de dépassement des vulnérabilités. Les résultats de cet exercice serviront à informer les partenaires pertinents gouvernementaux ainsi que la communauté humanitaire sur les besoins spécifiques pour l'amélioration des conditions de vie, la reconstruction et les défis de consolidation de la paix (i.e. les solutions durables) dans les communautés de retour pour permettre une programmation de réponses plus informées et appropriées en conformité avec le [Cadre de l'OIM pour la résolution progressive des situations de déplacement \(2018\)](#).

CARTE 1: COUVERTURE DE L'ÉCHANTILLON ET DISTRIBUTION DES RETOURNÉS



MÉTHODOLOGIE

La DTM a mené ces évaluations dans 301 villages de la province du Nord-Kivu, en RDC. Ces villages ont été sélectionnés en raison de la présence de retournés, décrits dans ce rapport comme des « personnes déplacées internes retournées » (ou « retournés »). La présence des retournés dans les villages sélectionnés a été déterminée principalement par les résultats du [sixième cycle d'évaluation](#) de suivi de la mobilité de DTM au Nord-Kivu, mené du 15 mars au 20 avril 2021. Après des discussions avec l'Organisation des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), des villages supplémentaires ont été sélectionnés, sur la base d'évaluations rapides récentes indiquant un volume important de retours de personnes déplacées dans ces zones, pendant la période de mai à juillet 2021.

Les questions ont été conçues de manière participative en prenant en compte les recommandations des acteurs étatiques et humanitaires autour des huit critères recommandés par le [comité permanent inter-agences \(2010\)](#):

En comparant la répartition des retournés dans cette évaluation avec les résultats du dernier exercice de suivi de la mobilité, les résultats de cette évaluation correspondent largement à la situation des retournés dans le pays et de ceux retournés au Nord-Kivu (excluant les retours à Goma et au territoire de Nyiragongo liés à [l'Éruption du volcan Nyiragongo](#) en fin mai 2021). Une légère surreprésentation des retournés à Rutshuru et une sous-représentation des retournés dans le territoire de Beni ont été constatées, en comparaison des résultats de cette

1. Sûreté et sécurité
2. Niveau de vie adéquat
3. Accès aux moyens de subsistance
4. Restauration du logement, des terres et des biens
5. Accès à la documentation
6. Regroupement familial
7. Participation aux affaires publiques
8. Accès à des recours efficaces et à la justice

évaluation avec ceux de tous les villages évalués lors du dernier exercice de suivi de la mobilité (carte 1). Cette situation s'explique par deux facteurs principaux, notamment (a) les changements intervenus dans la répartition réelle des personnes déplacées et des retournés entre mars et août 2021 et (b) le léger biais dans la sélection des villages à évaluer les plus grands villages avec un nombre et/ou des proportions significatives de retournés (les villages censés accueillir moins de 100 personnes retournées ont été exclus de l'échantillonnage).

Dans l'ensemble, les résultats concernant le nombre de personnes déplacées et retournées dans les 301 villages évalués étaient cohérents avec ceux de l'exercice de suivi de la mobilité le plus récent, ces villages faisant état de 117 000 personnes déplacées au cours du sixième cycle de suivi de la mobilité contre 124 000 individus déplacés au cours de cette évaluation de retours. De même, dans ces villages ont été rapportés 389 000 retournés au cours de l'exercice de suivi de la mobilité, et 306 000 personnes retournées au cours de l'évaluation dans les zones de retour. La majorité (71%) de cette diminution dans le nombre de retournés prévu est due au fait que 20 des 22 villages évalués pour les retours, dans le territoire de Beni, ont connu des nouveaux déplacements entre les deux évaluations. Dans le territoire de Rutshuru, un changement du nombre de retours a également été indiqué, en raison de la sélection d'un nombre considérable de villages dans le territoire sur la base de nouveaux mouvements de retour depuis le dernier exercice de suivi de la mobilité.

Dans les sections suivantes, les données peuvent être analysées de deux manières principales : (1) le pourcentage de villages évalués, et (2) le pourcentage de la population ou de la démographie (par exemple, les retournés). Dans le second cas, cela revient à pondérer les réponses au niveau du village par le nombre de retournés dans ce village, afin de mieux représenter la situation des retournés en général. Par exemple, le village *Lufulanindi* rapporte la présence de 900 retournés et aucun accès à une source d'eau améliorée dans le village. Le village *Mulambo* rapporte la présence de 100 retournés et l'accès à une source d'eau améliorée fonctionnelle dans le village. Dans cet exemple, en supposant que seuls deux villages aient été évalués, il serait indiqué que seulement 10 pour cent des retournés vivent dans des villages où les IC ont signalé l'accès à une source d'eau améliorée.

Enfin, un total de 997 informateurs clés (IC) ont participé à l'enquête, avec une moyenne de 3,3 IC par village. À noter qu'aucun village n'a eu moins de trois IC. Une minorité (19%) des informateurs clés sont des femmes. La majorité (61%) des informateurs clés sont des membres de la communauté d'accueil, de la communauté des retournés (27%), de la communauté des personnes déplacées (8%) et de la communauté des ONG (4%). Les affiliations les plus courantes des IC sont chefs de village, travailleurs de l'éducation (enseignants, surveillants généraux), travailleurs de la santé (infirmières, médecins, sage-femmes), administrateurs locaux et leaders de la société civile (notamment les présidents d'associations), suivis par un plus petit nombre d'autres professionnels (vétérinaires, charpentiers, commerçants), chefs religieux et anciens du village.

La méthodologie est limitée par le fait qu'il s'agit d'une enquête auprès d'informateurs clés au niveau du village. Elle ne mesure pas directement les situations autodéclarées des ménages particuliers. Les entretiens avec les informateurs clés au travers des groupes sont semi-publics et généralement basés sur un certain consensus au sein du groupe d'informateurs. Par conséquent, la méthodologie est limitée dans sa capacité à mesurer les disparités entre les ménages ou les groupes au sein des villages. Elle peut également conduire à la sous-estimation de questions potentiellement controversées, en particulier les rapports qui donneraient une image négative des personnes dont le rôle les rend susceptibles d'être sollicitées pour servir d'IC (par exemple, le chef du village).

DÉMOGRAPHIE, MOBILITÉ ET VULNÉRABILITÉS

Dans les villages évalués, 44 pour cent en moyenne de la population sont des personnes déplacées de retour, 35 pour cent des membres de la communauté d'accueil, 18 pour cent des personnes déplacées, trois pour cent d'anciennes personnes déplacées qui se sont intégrées localement et moins d'un pour cent des travailleurs migrants (fig. 1). Les membres de la « communauté d'accueil » peuvent très bien avoir été déplacés et être revenus à un moment donné, mais leur retour date d'il y a au moins deux ans. Comme les mouvements de retour sont souvent graduels, les populations d'un village qui ont été déplacées au même moment peuvent être soit qualifiées de « membres de la communauté d'accueil » ou de « retournés », en fonction de la date de leur retour.

En général, plus la proportion de retournés est élevée dans un village, plus les mouvements de retour sont récents. En effet, aucun retourné n'a pu retrouver le statut de membre de la communauté hôte compte tenu du temps écoulé depuis le retour. Les retournés sont majoritaires dans un tiers des villages évalués et représente 85 pour cent ou plus de la population dans un cinquième des villages évalués. Il s'agit généralement de villages où toute la population a été déplacée et où les mouvements de retour ont commencé au cours des 18 derniers mois. Dans 59 pour cent des villages évalués, les PDI seraient majoritairement retournés dans leur village d'origine au cours des six derniers mois (ce chiffre est de 48% lorsqu'il est pondéré en fonction des retournés présents) (fig 2).

La grande majorité des personnes déplacées et retournées dans les villages évalués du Nord-Kivu a été amenée à se déplacer pour fuir les conflits (93% et 95% respectivement). Les IC précisent que trois pour cent des déplacements ont été causés par des catastrophes naturelles, notamment les inondations, la sécheresse et les glissements de terrain et un pour cent des déplacements par la famine. Quelques 4 200 personnes déplacées dans le groupement d'Ikobo, dans le territoire de Walikale, se seraient déplacées à cause des incendies. Dans 10 pour cent des villages évalués, les personnes déplacées représentent plus de la moitié de la population totale, ces villages étant concentrés dans les territoires de Walikale et, dans une moindre mesure, de Masisi.

Selon les résultats de cette évaluation, 54 pour cent de la population des villages évalués est féminine (fig. 4). Les personnes de moins de 18 ans représentent 36 pour cent de la population et les enfants de moins de cinq ans 15 pour cent de la population. Au total, 72 pour cent de la population sont soit des femmes, soit des enfants de moins de 15 ans, tandis que les personnes âgées (>59 ans) représentent près de sept pour cent de la population des villages évalués (fig. 4).

Sur l'ensemble des villages évalués, 70 pour cent ont signalé la présence d'au moins quelques enfants non accompagnés ou séparés (voir la section « Protection »). Selon les informateurs clés, environ 18,3 pour cent de la population totale des villages évalués présentent des vulnérabilités au niveau individuel, tandis que 11,2 pour cent des ménages sont vulnérables (dirigés par un parent unique, des personnes âgées ou des mineurs). Les groupes vulnérables les plus touchés sont les personnes âgées (6,6%, dont 8% ne bénéficiaient d'aucun soutien), les femmes allaitantes (4,7%), les femmes enceintes (3,8%), les orphelins (0,9%) et les personnes handicapées (0,9%) (fig. 4).

Fig. 1: Statut de populations en villages évalués

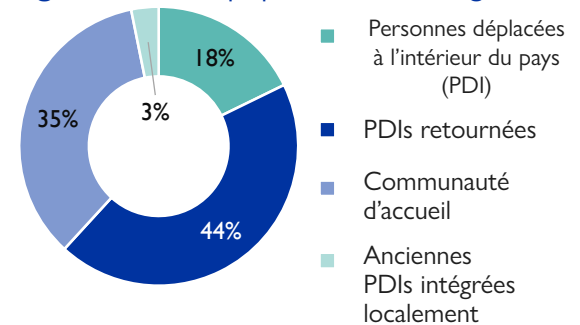


Fig. 2: Temps écoulé depuis le retour de la plupart des PDI

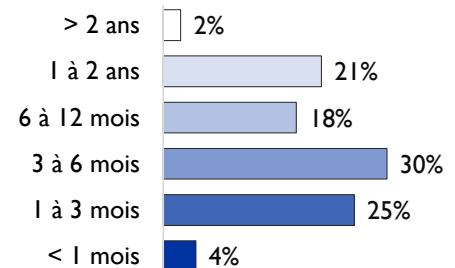


Fig. 3: Vulnérabilités signalées

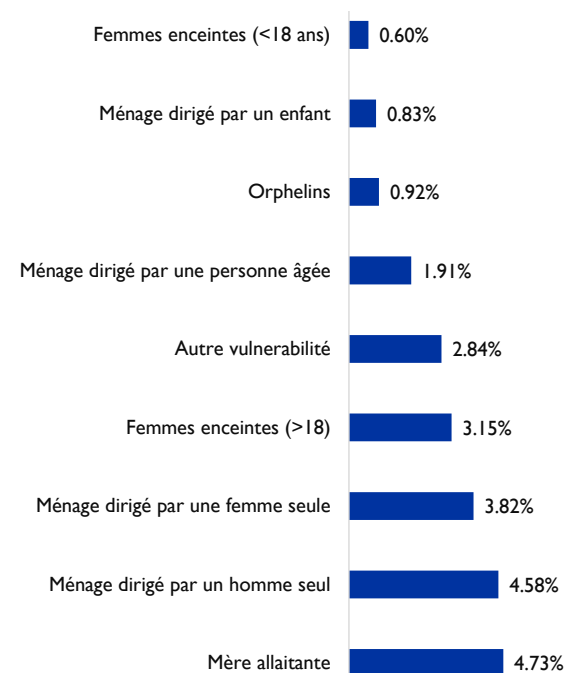
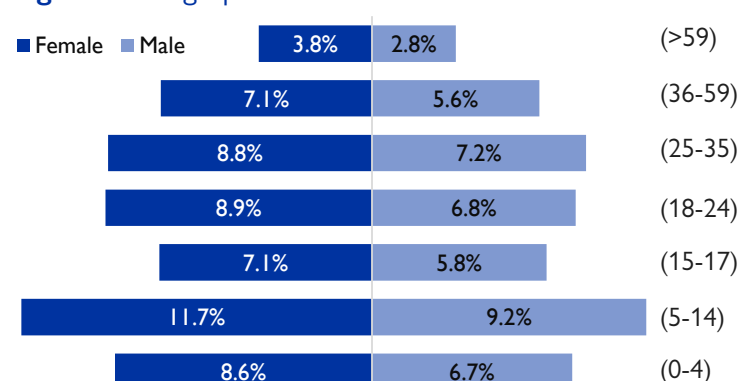


Fig. 4: Demographie



AGRICULTURE & MOYENS D'EXISTENCE

Les IC dans les villages évalués rapportent que le plus grand problèmes lié aux moyens d'existence est le manque d'activités génératrices de revenus *non agricoles*, suivi par : la pénurie de terres agricoles, les raisons liés au climat, la pénurie alimentaire, et la distance aux marchés (fig. 7). L'agriculture est le principal moyen de subsistance pour la majorité de la population résidant dans 91 pour cent des villages évalués et elle représente 81 pour cent lorsque ces villages sont pondérés par la population (fig. 5). Cette différence est probablement due au fait que les villages plus grands et plus urbains sont moins nombreux et présentent des profils de moyens de subsistance plus diversifiés. On estime que 70 pour cent de la population des villages évalués pratiquent une forme d'agriculture. Au total, dans 91 pour cent des villages évalués les IC ont indiqué que les retournés ont généralement accès à la terre pour l'agriculture, tandis que dans tous les villages, les retournés pratiquent l'agriculture à un titre ou à un autre. Le plus grand nombre de retournés, sans accès à la terre, se trouve dans les villages évalués de Rutshuru (45% de tous ceux sans accès dans la province et 14% des retournés du territoire). Dans la majorité (69%) des villages accueillant des PDIs, les IC ont indiqué que ces dernières ont accès à des terres pour l'agriculture et que les ménages déplacés ont accès en moyenne à 1,4 hectares de terres cultivables. L'irrigation est rare, avec seulement cinq pour cent des retournés qui vivent dans un village doté d'un tel système.

Les principales cultures de subsistance dans les villages évalués sont : le manioc (86%), le maïs (68%), la banane (57%), les légumes (57%), les haricots (43%), les arachides (40%), autres (29%), le riz (19%) et les pommes de terre (11%) ; les réponses « autres » les plus fréquentes étant l'huile de palme, le sorgho, la patate douce et le soja. Dans 43 pour cent des villages évalués, les IC rapportent que les villageois ne pratiquent pas la culture de rente, mais pour ceux qui la pratique : cette agriculture concerne le plus souvent, le café (32%), la canne à sucre (32%), le cacao (26%), l'huile de palme (25%), le bois (11%) et autres (23%) ; toutes les « autres » réponses font références à des cultures de subsistance courantes. En outre, les IC déclarent que 70 à 90 pour cent des villages pratiquant les cultures de subsistance, les récoltes sont vendues sur le marché. Cela représenterait environ la moitié (48%) des récoltes. Les principaux problèmes affectant l'agriculture dans les villages évalués sont les maladies des cultures (dans 77% des villages), les conflits (56%), les parasites (38%), la sécheresse (20%), le manque de marché (15%) et les inondations (9%). Les IC ont indiqué que les intrants agricoles les plus nécessaires, par ordre d'importance, sont : 1. la terre, 2. les semences, 3. les outils, 4. les engrais, 5. la formation et 6. la main-d'œuvre (fig. 7).

La majorité (62%) des IC des villages évalués ont déclaré que les habitants ont du bétail. Il a été indiqué que seulement 13 pour cent de ces villages disposaient de marchés aux bestiaux, mais dans 65 pour cent des villages possédant du bétail il a été déclaré que les propriétaires, pour vendre une partie de leur bétail, parcourent en moyenne 12 km. Dans près des deux tiers des villages possédant du bétail, il a été déclaré qu'aucun service d'appui (vétérinaires, abattoirs, crédits, etc.) n'était disponible pour les éleveurs. Les services d'appui les plus couramment disponibles dans les villages pratiquant l'élevage sont les services vétérinaires (28%) et les abattoirs (16%). Par ailleurs, les problèmes affectant les éleveurs les plus cités sont, par ordre d'importance : les maladies, les conflits, l'insuffisance de pâturages, le manque de marchés, le manque d'eau et le vol. Dans une légère majorité (51%) des villages évalués, les IC ont déclaré que les pâturages disponibles sont suffisants.

Fig. 5: Principaux moyens d'existence (% villages)

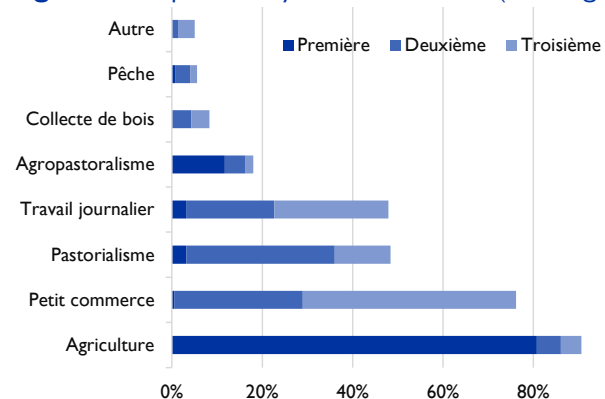


Fig. 6: Besoins en intrants agricoles

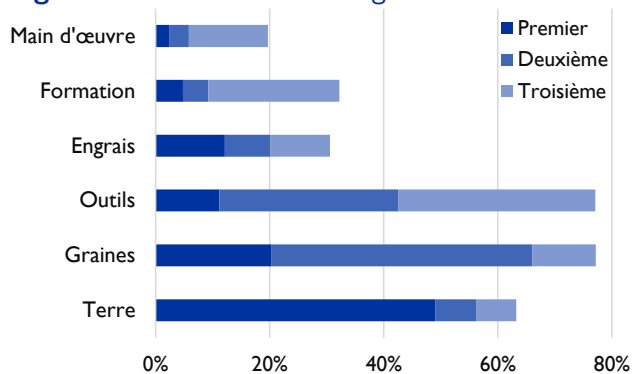
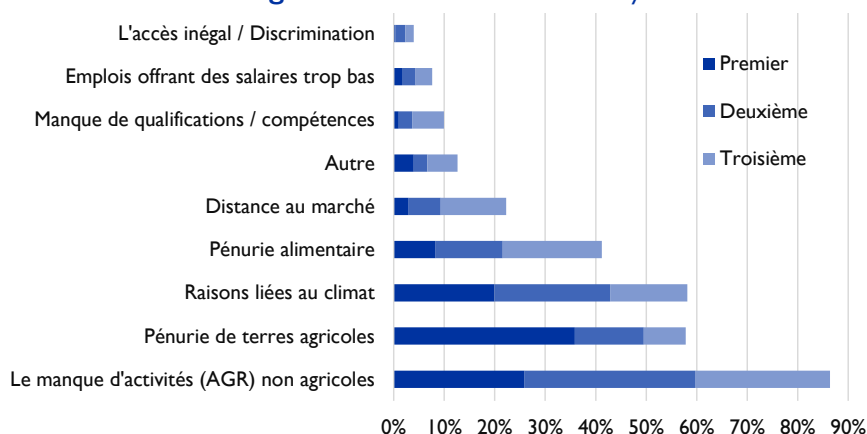


Fig. 7: Problèmes liés aux moyens d'existence



CHOCS ET MÉCANISMES D'ADAPTATION

Dans l'ensemble des villages évalués, les denrées alimentaires se font plus rares lors de la saison sèche (dans 42% des villages évalués) ou lors de la saison des pluies (dans 41% des villages évalués). Finalement, dans 16 pour cent des villages, il a été déclaré que la nourriture se faisait rare pendant les deux saisons. Cependant, ces chiffres varient considérablement d'un territoire à l'autre : dans les villages de retour du territoire de Walikale, les IC ont signalé une pénurie de denrées alimentaires principalement pendant la saison des pluies, tandis que dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Béni, la pénurie est signalée principalement pendant la saison sèche (fig. 8). La pénurie alimentaire relativement élevée pendant la saison des pluies dans les territoires de Walikale et de Lubero est, entre autres, pendant cette période, liée aux routes impraticables et au manque d'accès aux marchés et à l'aide humanitaire. En pondérant pour les retournés des villages, deux tiers (66%) ont indiqué que les denrées alimentaires sont particulièrement rares en saison sèche. Les mécanismes d'adaptation les plus fréquemment rapportés dans les villages évalués sont les suivants : la réduction du nombre de repas, l'emprunt de nourriture auprès des voisins, la migration temporaire, le soutien de la famille élargie, le travail quotidien, la chasse et la cueillette d'aliments sauvages, l'envoi des enfants au travail et l'assistance alimentaire (fig. 9, par ordre d'importance).

Dans la grande majorité des villages évalués (87%), la population a déclaré avoir subi un choc au cours des deux dernières années. Ces chocs sont majoritairement liés à un conflit (84%, généralement les événements de déplacement initial précédant les retours), aux maladies des récoltes (6%), aux inondations (3%), à la sécheresse (3%) et aux épidémies humaines (2%) (fig. 10). La majorité des personnes ayant subi un choc lié au conflit a été amenée à migrer ou à se déplacer (75% des villages, et 83% après pondération pour les retournés), vendre des biens (35%), attendre de l'aide (25%), emprunter de l'argent (19%) et vendre du bétail (7%) (fig. 11 – note : les réponses multiples étaient autorisées). Pour certains retournés, le déplacement a pu avoir lieu il y a plus de deux ans, ce qui explique probablement les 13 pour cent de villages ne rapportant aucun choc au cours des deux dernières années.

Dans 54 pour cent des villages évalués, les IC ont déclaré que les membres de la communauté pratiquent la migration saisonnière (fig. 12). Le pourcentage de villages évalués démontre que cette pratique varie, avec 90 pour cent de migration saisonnière rapporté dans le territoire de Rutshuru contre seulement 20 pour cent dans les villages du territoire de Walikale. Les groupes participant le plus à la migration saisonnière sont : les hommes adultes (40% des villages), les jeunes hommes et femmes (31%), les ménages entiers (15%), les jeunes hommes (14%), et les jeunes femmes (1%) (fig. 13).

Fig. 8: Période de soudure signalée

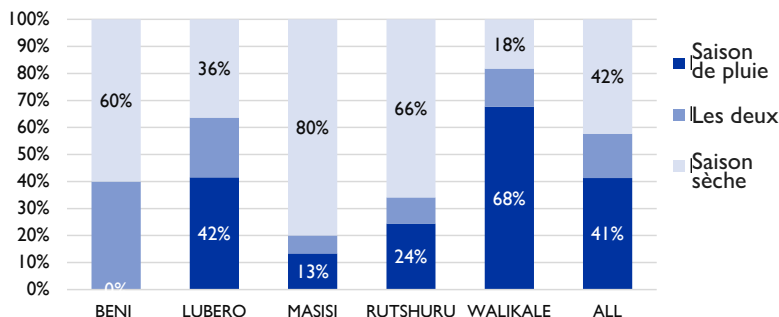


Fig. 9: Mécanismes d'adaptation les plus rapportés

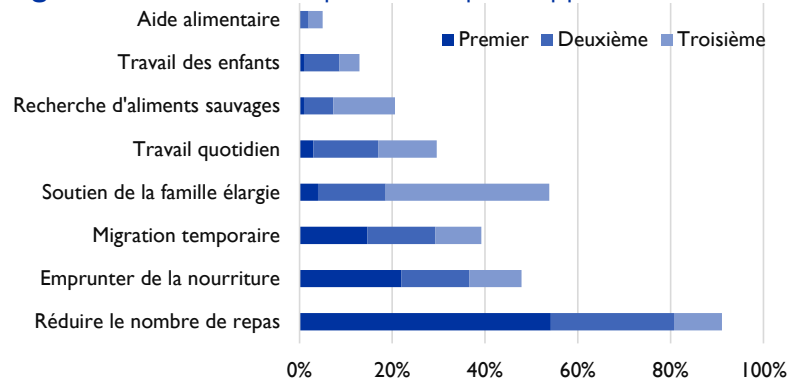


Fig. 10: Pourcentage de villages affectés par type de choc

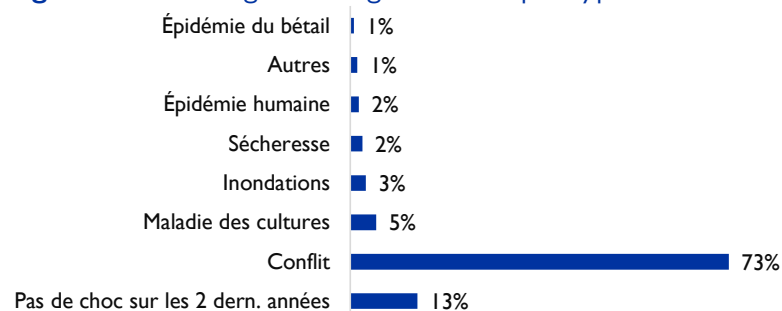


Fig. 11: Réponses aux chocs liés aux conflits (choix mult.)

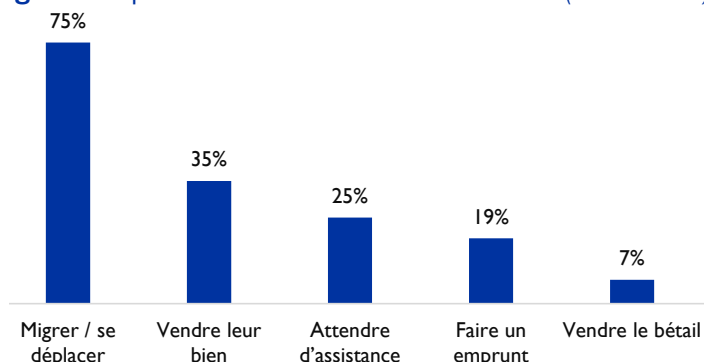
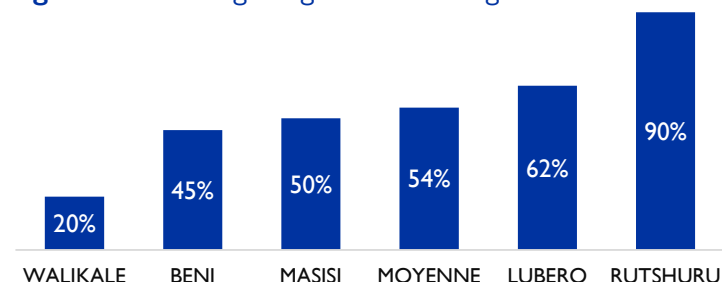


Fig. 12: % de villages signalant une migration saisonnière



CHOCS & MÉCANISMES D'ADAPTATION

En analysant les facteurs d'âge et de sexe, la DTM a constaté que la quasi-totalité (99%) des IC qui ont déclaré que des membres de leur communauté ont participé à la migration saisonnière, ont indiqué que les hommes sont parmi les principaux migrants, suivis des jeunes (60%), des adultes (54%), des femmes (46%), des enfants et des personnes âgées (15%) (fig. 14).

D'après les résultats des enquêtes dans les villages, les principales raisons de la pratique de la migration saisonnière sont, par ordre d'importance : le manque de nourriture, le besoin de gagner un revenu supplémentaire, le manque de terres cultivables dans le village, les raisons liées au climat, le manque d'activités non agricoles pour générer des revenus dans le village et le besoin de soutenir les parents et les amis (fig. 15). Les raisons varient selon le groupe qui pratique la migration ; en effet, les familles entières sont plus susceptibles de migrer de façon saisonnière par manque de terres cultivables (58% comme raison principale).

La migration saisonnière semble être un phénomène essentiellement local dans les villages évalués. La plupart des villages ont déclaré que les migrants saisonniers se rendent principalement dans un village voisin (70%), un autre groupement (15%), une autre chefferie (4%), un autre territoire (4%), une autre province (6%) et à l'extérieur du pays (1%).

Fig. 13: Groupes participant à la migration saisonnière

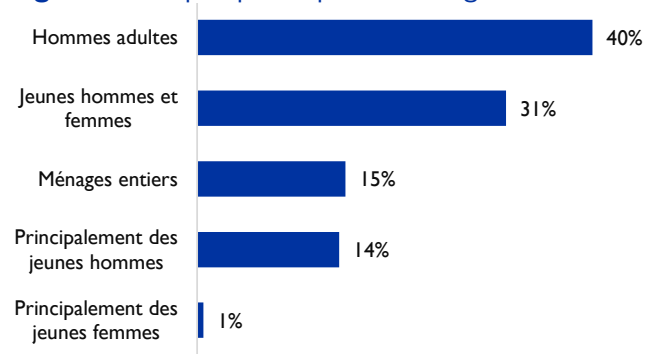


Fig. 14: Analyse des facteurs liés à la migration saisonnière

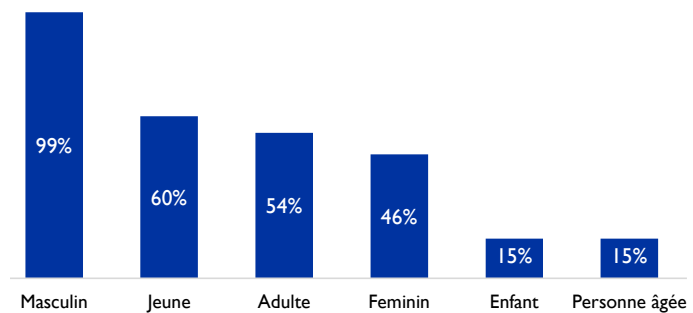
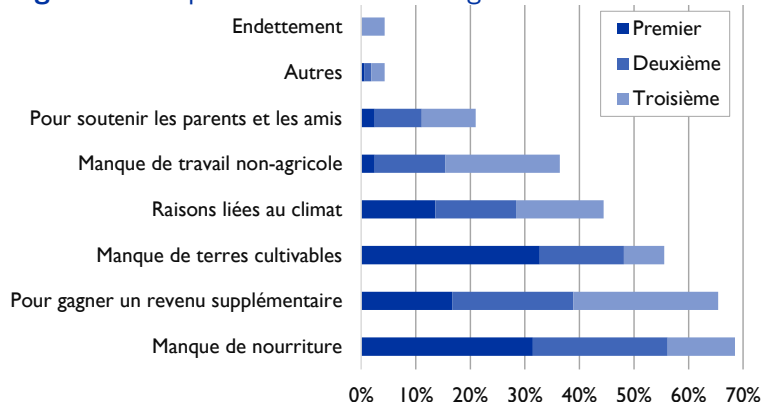


Fig. 15: Principaux facteurs de la migration saisonnière



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (1)

Dans la grande majorité des villages évalués, les IC ont indiqué que les habitants ont accès à l'eau potable depuis les points d'eau (86%), les rivières/ruisseaux (13%), les forages mécaniques (1%) et les lacs/étangs (1%) (fig. 16). En pondérant pour les retournés, la majorité (75%) a besoin de moins de 30 minutes pour atteindre leur source d'eau à pied, tandis qu'un quart (25%) a besoin de plus de 30 minutes (fig. 17, pour l'aller). La majorité (60%) des retournés vivent dans des villages où les IC ont déclaré que la population attend plus de 15 minutes ; 16 pour cent attendent plus d'une heure (fig. 18). Il a été signalé que les villages de retournés, en moyenne, il est recueilli 3,3 jerrycans (66 litres) par ménage et par jour. Dans une proportion considérable des villages évalués (40%), les IC ont signalé que la source d'eau locale n'est pas accessible pour tous les ménages. Les raisons les plus fréquemment citées sont la distance (47% des villages), le manque d'eau (40%), la qualité de l'eau (7%), l'accessibilité par certains groupes seulement (2%), le non-fonctionnement des groupes (2%) et l'insécurité (1%). Les groupes qui rencontrent des difficultés supplémentaires pour accéder à l'eau sont les femmes (55% des villages évalués), les enfants (25%), les personnes âgées (11%) et les personnes handicapées (8%).

Dans un tiers (35%) des villages évalués, les IC ont indiqué que l'accès à l'eau et son utilisation suscitaient des conflits ou des tensions dans le village et 41 pour cent des retournés vivent dans des villages où c'est le cas. De même, dans près d'un tiers des villages (31%), les IC ont déclaré que certaines sources d'eau ne sont accessibles qu'en échange d'un paiement. Dans ces villages, les tensions et/ou conflits sont six pour cent plus susceptibles d'être signalés. Le prix moyen déclaré pour l'achat d'un jerrycan est d'environ 100 francs congolais (FC), soit environ 10 000 FC (~5 USD) par mois pour un ménage utilisant une quantité d'eau moyenne et payant l'eau tous les jours.

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (2)

La population des villages de retour utilise principalement les latrines familiales (84%). Pour les individus n'ayant pas accès aux latrines familiales, ils sont amenés à déféquer à l'air libre dans une zone désignée loin des abris et des sources d'eau (9%), l'air libre près des maisons et des sources d'eau (5%) et les latrines publiques (2%). Dans deux tiers des villages (66%), les IC ont rapporté que moins de la moitié des latrines ou autres types de toilettes disponibles sont fonctionnels.

Fig. 16: Source d'eau (% de retournés)

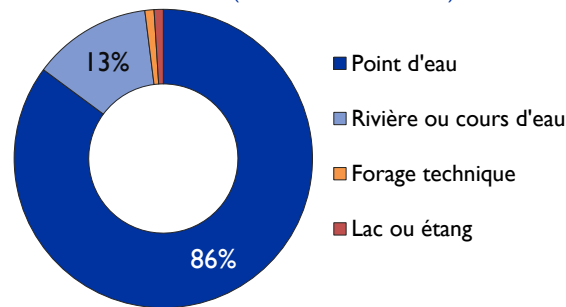


Fig. 17: Distance de la source d'eau (à pied)

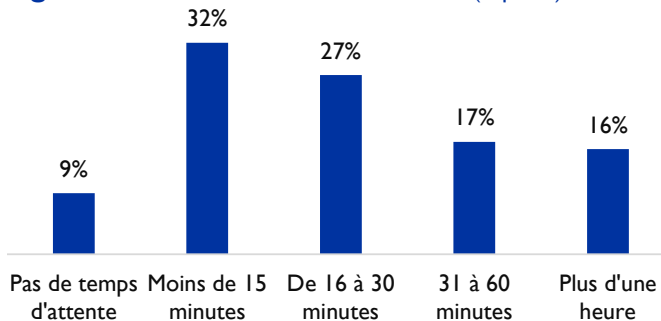
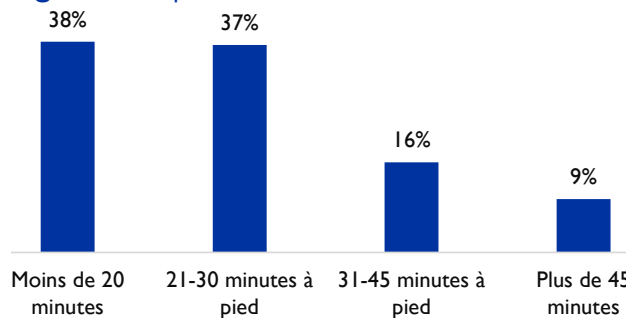


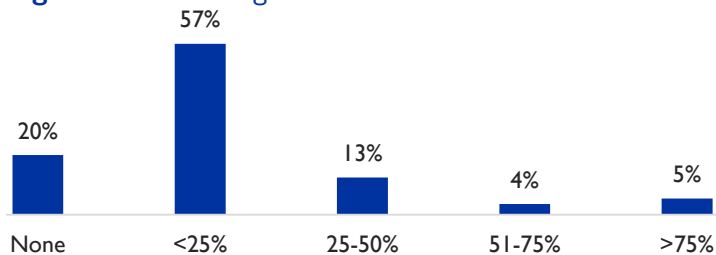
Fig. 18: Temps d'attente à la source d'eau



MARCHÉS ET ARTICLES NON ALIMENTAIRES

Près des deux tiers (63%) des retournés vivent dans les villages où les IC déclarent qu'aucun marché pour les articles non alimentaires (AME) n'est disponible dans le village. Selon les réponses des IC, on estime que 19 pour cent des retournés dans les villages évalués ont accès à des AME, car seulement neuf pour cent des retournés vivent dans des villages où les IC déclarent que plus de la moitié des retournés ont accès à des AME. Les AME qui ont été les plus fréquemment cités comme les plus importants pour les retournés des villages évalués sont : les kits d'abris d'urgence (59% des villages de retournés), les ustensiles de cuisine (31%), les kits d'hygiène (6%), les kits de couchage (3%) et les moustiquaires (1%). Lorsque la DTM a demandé où la plupart de la population se procurait les matériaux nécessaires pour la construction et/ou à la réparation des abris, dans 70 pour cent des villages de retour les IC ont indiqué que ces matériaux sont ramassés dans la forêt et les zones environnantes, suivis par le marché le plus proche en dehors du village (11%) et le marché du village (10%). Parmi les villages où les IC ont déclaré que la plupart des retournés ne sont pas retournés chez eux en raison des dommages (47%). Les matériaux de construction cités comme les plus prioritaires pour la réparation ou construction de leur abri sont : le bois (49%), les outils (43%), les plaques de métal (5%) et les autres matériaux (3%) (fig. 19).

Fig. 19: Pourcentage de retournés avec accès aux AME



ABRIS ET PROPRIÉTÉS (1)

Dans les villages évalués, les principaux problèmes concernant les abris qui ont été les plus fréquemment signalés sont les suivants : la mauvaise qualité de l'abri (66%), le coût élevé de la construction (30%), le coût élevé du loyer (2%), le manque d'abris ou la congestion dans les abris (1%). Les résultats de cette évaluation démontrent que la plupart des retournés logent dans leur propre maison (celle d'avant le départ) (53%), dans la maison d'amis des partenaires (31%), louent des abris (8%), logent dans les sites collectifs (5%) et dans des espaces ouverts (2%) (fig. 20). Le pourcentage de retournés ayant déclaré (à travers les IC) vivre dans leur propre maison est plus élevé dans les villages évalués des territoires de Lubero (78%) et de Beni (71%) que dans ceux de Masisi (41%), Walikale (41%) ou Rutshuru (25%). Les IC ont indiqué que dans les trois quarts (74%) des villages évalués où la plupart des retournés ne sont pas retournés chez eux, les personnes déplacées ne sont pas retournées chez elles car leur maison a été complètement ou partiellement détruite. La deuxième raison la plus fréquemment citée pour expliquer que les retournés ne vivent pas dans leur propre maison est que celle-ci est occupée par d'autres personnes (citée comme raison secondaire ou tertiaire dans 64% des villages de retour).

ABRIS ET PROPRIÉTÉS (2)

En moyenne, les réponses des IC indiquent que plus de la moitié des habitations des villages évalués n'ont pas été touchées, tandis que 22 pour cent ont été complètement détruites par le conflit, 13 pour cent partiellement détruites par le conflit et 10 pour cent partiellement ou complètement détruites par le climat (y compris les intempéries en l'absence d'habitants) ou les catastrophes naturelles (fig. 21). En moyenne, les villages touchés par un choc lié au conflit au cours des deux années précédentes, ont rapporté que 26 pour cent des habitations ont été complètement détruites, 15 pour cent partiellement détruites à cause du conflit et 11 pour cent supplémentaires partiellement ou complètement détruites par le climat (probablement en raison du manque d'entretien après le déplacement des occupants). Les retournés des villages évalués, dont les maisons ont été complètement détruites, se logent : chez des amis et des parents (59%), dans des logements loués (29%), dans des abris improvisés, temporaires ou délabrés (8%), dans leur propre maison partiellement détruite (2,4%), dans des sites spontanés (1,5%) et dans des bâtiments publics (0,4%). Dans les 12 villages où la plupart des retournés ont loué des logements, le coût mensuel moyen reporté était d'environ 22 500 FC (10,25 USD), et la plupart (90%) ont déclaré que les retournés gagnent l'argent du loyer en travaillant quotidiennement. Pour la majorité des retournés qui sont retournés dans leur propre maison, la moitié des villages ont déclaré que les maisons des retournés sont généralement en bon état (53%), puis partiellement endommagées (39%) et complètement endommagées (8%). Une grande majorité des retournés des villages (77%) ont rapporté que les retournés qui revendiquent des terres dans le village ont accès à leurs terres.

Néanmoins, lorsqu'il a été demandé aux IC, quelle est la principale préoccupation en matière de sécurité dans leur résidence actuelle, il a été indiqué que les retournés sont plus susceptibles de vivre dans des villages où l'accès à la terre et les questions de propriété constituent une préoccupation majeure que la population en générale (17% pour les retournés, et 9% pour la population générale dans les villages évalués). Parallèlement, les retournés sont moins susceptibles de vivre dans un village où le manque de sécurité est une préoccupation (13% pour les retournés, contre 21% pour la population générale dans les villages évalués). La grande majorité des retournés (81%) dans les villages évalués vit dans des villages où la principale forme de propriété foncière est informelle. Dans trois quarts des villages évalués, les IC ont signalé des obstacles (qu'ils soient perçus comme potentiels ou concrets) à la récupération des habitations abandonnées dans le village. Parmi les obstacles, les plus fréquemment cités sont : les dommages et la destruction des habitations (53% des villages), l'occupation illégale (23%), le manque de services essentiels (19%), et les ventes illégales (9%). Dans plus de la moitié des villages (52%), les IC ont rapporté qu'aucun membre de la communauté n'a accès à des documents officiels (par exemple, des actes de propriété) attestant de leurs droits de propriété avant leur dernier déplacement et 39 pour cent des retournés vivent dans des villages où moins de la moitié des résidents disposent de tels documents. A la question de savoir quels acteurs officiels, le cas échéant, sont mandatés pour résoudre les conflits de propriété, les réponses les plus citées dans les villages sont : les autorités coutumières (64% des villages), les chefs locaux (36%), les anciens de la communauté (29%), les comités ad hoc (19%), les autorités administratives (12%), les chefs religieux (9%), le système judiciaire (2%) ou « aucun » (4%).

Fig. 20: Logement des retournés dans le village

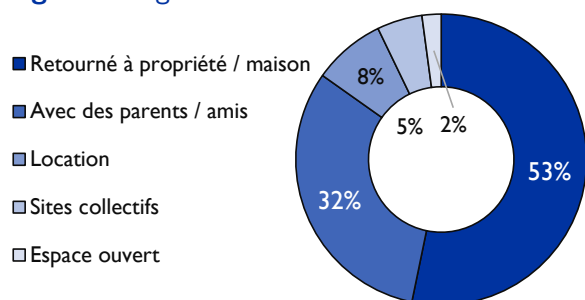
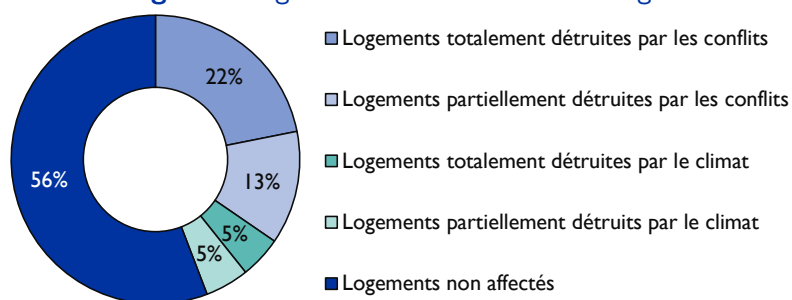


Fig. 21: Logements affectés dans le village



Note: Pour les figures 20 et 21, les réponses des villages sont pondérées en fonction du nombre de retournés dans chaque village.

Parmi les villages qui ont fait état d'obstacles à la possession illégale et à la vente illégale des biens, environ 40 pour cent ont affirmé qu'aucun acteur officiel n'était mandaté pour résoudre les conflits de propriété. Par conséquent, les diminutions les plus importantes des autorités mandatées encitées concernent les autorités coutumières (40% pour les villages où les IC ont signalés la possession et/ou la ventes illégales contre 64% en moyenne) et les comités ad hoc (10% et 19%), ce qui suggère probablement une dimension intercommunale à de nombreux conflits de propriété. Parmi tous les villages évalués, les conflits de propriété les plus fréquemment cités sont les conflits intrafamiliaux (57%), les conflits frontaliers (38%), l'accaparement des terres (33%), les allégations d'utilisation non autorisées (15%) et la concurrence pour la propriété (4%). Selon les résultats de l'enquête, dans 15 pour cent des villages, il n'existerait aucun conflit de propriété. Il a été signalé dans la majorité des villages évalués (70%) qu'aucun type d'aide n'est disponible pour les retournés en ce qui concerne la récupération de leurs logements, de leurs terres et de leurs biens, tandis que dans certains villages il a été indiqué la possibilité d'une attribution de terres (11%), d'un logement social (10%), du remplacement de terres (6%) et d'une aide en espèces (2%).

SÉCURITÉ, COHÉSION SOCIALE ET PROTECTION

Selon les résultats de l'enquête, la majorité (61%) des retournés vivent dans des villages où aucun conflit ou menace de violence n'a été rapporté depuis le retour des personnes déplacées, tandis que dans 18 pour cent des villages, des conflits et des menaces de violence ont été signalés (12% pour des conflits et 6% pour des menaces). Cela correspond à peu près au fait que les trois quarts des retournés (75%) vivant dans des villages ont déclaré que leur village était sûr. Néanmoins, 82 pour cent des villages ont rapporté des incidents de sécurité d'une forme ou d'une autre dans le village, les plus fréquemment cités sont : le vol (53% de tous les villages), les problèmes liés à l'alcool ou à la drogue (32%), les conflits pour les terres ou les ressources (29%), les bagarres (24%), les conflits armés (21%), le vol de bétail (21%), le viol (17%), l'accaparement des terres (13%), le meurtre (9%), le vol qualifié (7%) et le kidnapping (4%).

Dans les villages évalués, trois quarts (78%) des personnes déplacées vivent dans des villages où les relations avec la communauté hôte ont été reportées comme « très bonnes » ou « bonnes » (40% et 38% respectivement). Néanmoins, le reste des personnes déplacées vivent dans des communautés où les relations sont reportées comme « neutres » (4%), « mauvaises » (9%) ou « très mauvaises » (9%). La plupart des personnes déplacées des villages évalués, où les relations avec la communauté d'accueil ont été signalées être « mauvaises » ou « très mauvaises », sont situées dans les territoires de Masisi (5% de « mauvaises » et 61% de « très mauvaises ») et de Rutshuru (84% et 37%, respectivement). Les relations entre les communautés d'accueil et les retournés sont meilleures que celles entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées, avec 90 pour cent pour cent des retournés vivant dans des villages où les IC ont déclaré que les relations sont « bonnes » ou « très bonnes ». Les villages pour lesquelles les IC ont rapporté des relations « mauvaises » ou « très mauvaises » sont situés de manière disproportionnée dans les territoires de Masisi et de Rutshuru.

Dans près des trois quarts (74%) des villages, les IC ont déclaré que les mécanismes de règlement des différends et de restitution sont facilement accessibles dans le village, avec 79 pour cent des retournés vivant dans ces villages. Parmi les villages déclarant que ces mécanismes ne sont pas facilement accessibles, cinq pour cent ont attribué cette difficulté à un manque de documents d'identité et 12 pour cent ont attribué le manque d'accès à la « difficulté de s'orienter dans les procédures ». La plupart des retournés des villages ont indiqué que les mécanismes de justice les plus utilisés par les retournés sont les comités traditionnels (81%), suivis par les autorités du village (14%) et les institutions religieuses (4%).

Sur l'ensemble des villages évalués, 70 pour cent ont signalé la présence d'au moins quelques enfants non accompagnés ou séparés. Au total, les 301 villages évalués ont fait état de 5 936 enfants orphelins, 2 512 enfants non accompagnés et 2 416 enfants séparés de leurs parents. Les enfants non accompagnés et séparés sont plus susceptibles de vivre dans des villages où les IC rapportent un soutien communautaire informel (61%), un soutien direct (22%), un soutien de leurs parents (7%), un soutien par des ONG (4%), un soutien des institutions religieuses (1%) et « autres » (6%). Parmi les réponses « autres », on compte 222 enfants non accompagnés ou séparés dont les informateurs clés des communautés (presque exclusivement à Rutshuru) ont explicitement déclaré qu'ils ne recevaient aucun soutien.

Près de la moitié des retournés vivent dans des villages où aucune des familles de retournés n'est dispersée ou séparée. En moyenne, on estime qu'environ 10 pour cent des retournés, dans les villages évalués, ont des familles qui sont encore dispersées (c'est-à-dire partiellement en déplacement). Dans environ 58 pour cent des villages de retour, les IC ont indiqué qu'au moins certains enfants de retournés vivent avec des personnes (familles d'accueil) qui ne sont pas membres de leur famille. Par ailleurs, il a été indiqué que 79 pour cent de ces retournés vivent dans des villages où aucune assistance officielle n'est disponible pour retrouver ou réunir les membres des familles dispersées. Dans les cas où cette assistance existe, elle viendrait le plus souvent de la communauté (82%), des acteurs humanitaires (12%), du gouvernement (4%) ou des institutions religieuses (2%). Dans trois quarts (75%) des villages évalués, les IC ont signalé qu'il n'existe aucun système pour aider les personnes ayant perdu des documents d'identité afin de les récupérer ou de les remplacer. Dans environ la moitié des villages évalués, les IC ont déclaré qu'il n'y avait pas d'obstacle majeur pour participer aux élections, tandis que d'autres ont déclaré que le manque de documents d'identification (42%) est une difficulté majeure. Le manque de documents est plus susceptible d'être signalé dans les villages évalués des territoires de Rutshuru (77%) et Beni (64%) que dans ceux de Walikale (36%), Masisi (24%) et Lubero (12%).

Dans une petite proportion (5%) des villages évalués, les IC ont signalé qu'il y avait aucune organisation communautaire, sociale ou politique active dans le village. Les organisations les plus courantes sont celles des femmes ou des jeunes (78% des villages évalués) et de groupes religieux, sportives, artistiques ou culturelles (55%), tandis que les partis politiques sont actifs dans un quart (26%) des villages évalués. Les deux tiers (67%) des retournés vivent dans des villages signalant la présence d'initiatives locales actives ou à venir, visant à instaurer la paix, à instaurer la confiance ou des processus de paix officiels, dans 99 pour cent de ces villages, les IC ont signalé que les retournés participent activement à ces initiatives. Les principaux partisans de ces activités sont les communautés elles-mêmes (80%), les institutions religieuses (11%), le gouvernement (3%), les acteurs humanitaires (2%) et autres (2%).

SANTÉ

Dans 65 pour cent des villages, les IC ont déclaré qu'un centre de santé était disponible. Dans les villages évalués, les retournés sont moins susceptibles de pouvoir accéder à un centre de santé que les membres de la communauté d'accueil, avec 70 pour cent des retournés vivant dans des villages signalant la présence d'un centre de santé, contre 78 pour cent pour la communauté d'accueil. Parmi les villages disposant d'un centre de santé, les IC déclarent que dans 89 pour cent de ces mêmes villages, les retournés se rendent généralement dans un établissement de santé lorsqu'ils sont malades. La proportion des IC signalant que les les retournés se rendent généralement dans un établissement de santé lorsqu'ils sont malades est considérablement plus faible (à 70%) pour les villages sans centre de santé. Dans les villages disposant d'un centre de santé, les problèmes d'accès au traitement les plus fréquemment cités sont : le coût (88%), le manque de fournitures (63%), le manque de médicaments (19%), l'inégalité d'accès (9%), la distance (7%), le manque de personnel qualifié (6%) et l'insécurité (5%) (fig. 22). Seulement 23 pour cent ont déclaré que le centre de santé est en « bon état » sur le plan structurel, 43 pour cent ont déclaré qu'il est endommagé et nécessite des réparations mineures et 34 pour cent ont déclaré qu'il nécessite des réparations majeures. A la question : « quels sont les besoins les plus urgents pour le centre de santé », les IC ont le plus souvent cité (par ordre d'importance) : les médicaments, l'entretien ou l'amélioration de la structure, l'équipement, l'accès à l'eau, l'accès aux latrines et le personnel qualifié (fig. 23).

Dans l'ensemble des villages évalués, les IC ont indiqué qu'en moyenne les nourrissons (90%), les personnes âgées (84%), les femmes (83%) et les personnes handicapées (40%) sont les groupes qui rencontrent le plus de difficultés pour accéder aux services de santé ; ces pourcentages sont supérieurs d'environ trois pour cent dans les villages sans centre de santé. Dans ces villages, les recours les plus couramment cités pour se soigner sont : le déplacement vers le centre de santé du village le plus proche (98%); le recourt à un guérisseur traditionnel du village (28%), à un herboriste (23%), aux chefs religieux (18%), à une sage-femme traditionnelle (14%) et aucune mesure prise (1%). Les villages évalués disposant d'un centre de santé sont 16 pour cent plus susceptibles de déclarer que les nourrissons et les femmes enceintes ou allaitantes ont été diagnostiqués (mesurés et pesés) au cours des deux derniers mois (86% pour les villages disposant d'un centre de santé selon les IC, contre 70% pour les villages sans centre de santé). De même, les villages avec des centres de santé ont 24 pour cent plus de chances de déclarer qu'un service de dépistage est disponible dans les villages (33% contre 9%) et six pour cent de chances de plus de déclarer qu'une campagne de vaccination ait eu lieu au cours des deux derniers mois (15% contre 9%).

Les problèmes de santé les plus courants, signalés par les IC dans les villages évalués sont (par ordre d'importance) : le paludisme, la diarrhée, la pneumonie, la typhoïde, l'anémie, la gale et les infections urinaires (fig. 24). Les villages qui ne disposent pas de centre de santé sont plus susceptibles de citer la typhoïde (+37%), la pneumonie (+19%), les infections urinaires (+17%) et l'anémie (+8%) comme problèmes courants ; et sont moins susceptibles de citer le paludisme (-40%), la diarrhée (-20%), la malnutrition (-14%) et la gale (-8%). Cette différence est probablement causée par la plus grande densité de population dans les villages avec des centres de santé et par une plus grande expertise en matière de santé dans les villages avec des centres de santé, pour lesquels le personnel de santé faisait partie des IC.

De même, lorsqu'on pondère les réponses des villages en fonction des retournés présents, la gale (+27%) a été considérablement plus citée alors que le paludisme (-27%) et les infections urinaires (-19%) l'ont été beaucoup moins. Cela peut être dû à plusieurs facteurs, notamment un pourcentage plus faible de retournés vivant dans des villages dotés de centres de santé (par rapport à la communauté d'accueil), ainsi que des conditions de vie exigües dans les premières phases du retour et un manque d'articles non alimentaires adéquats (vêtements).

Fig. 22: Problèmes d'accès aux services de santé

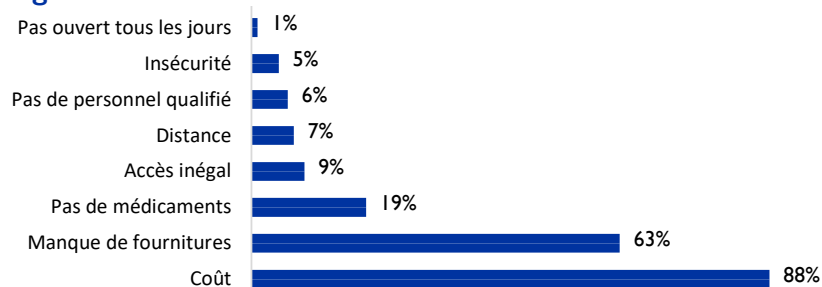


Fig. 23: Besoins les plus urgents des centres de santé

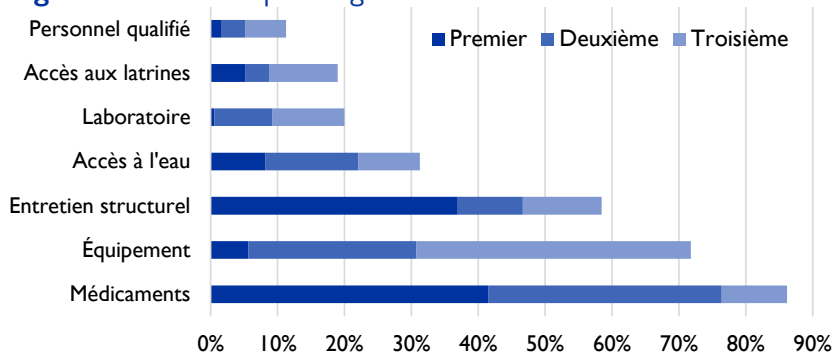
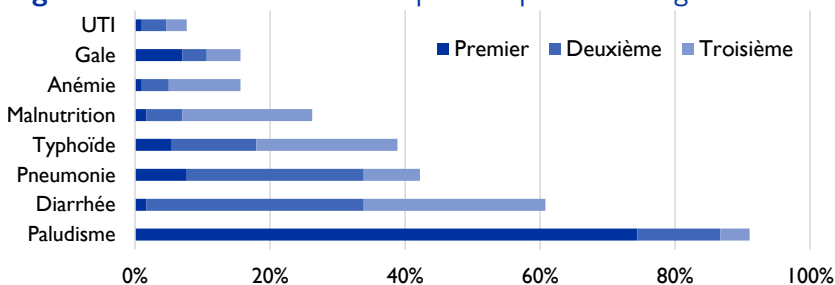
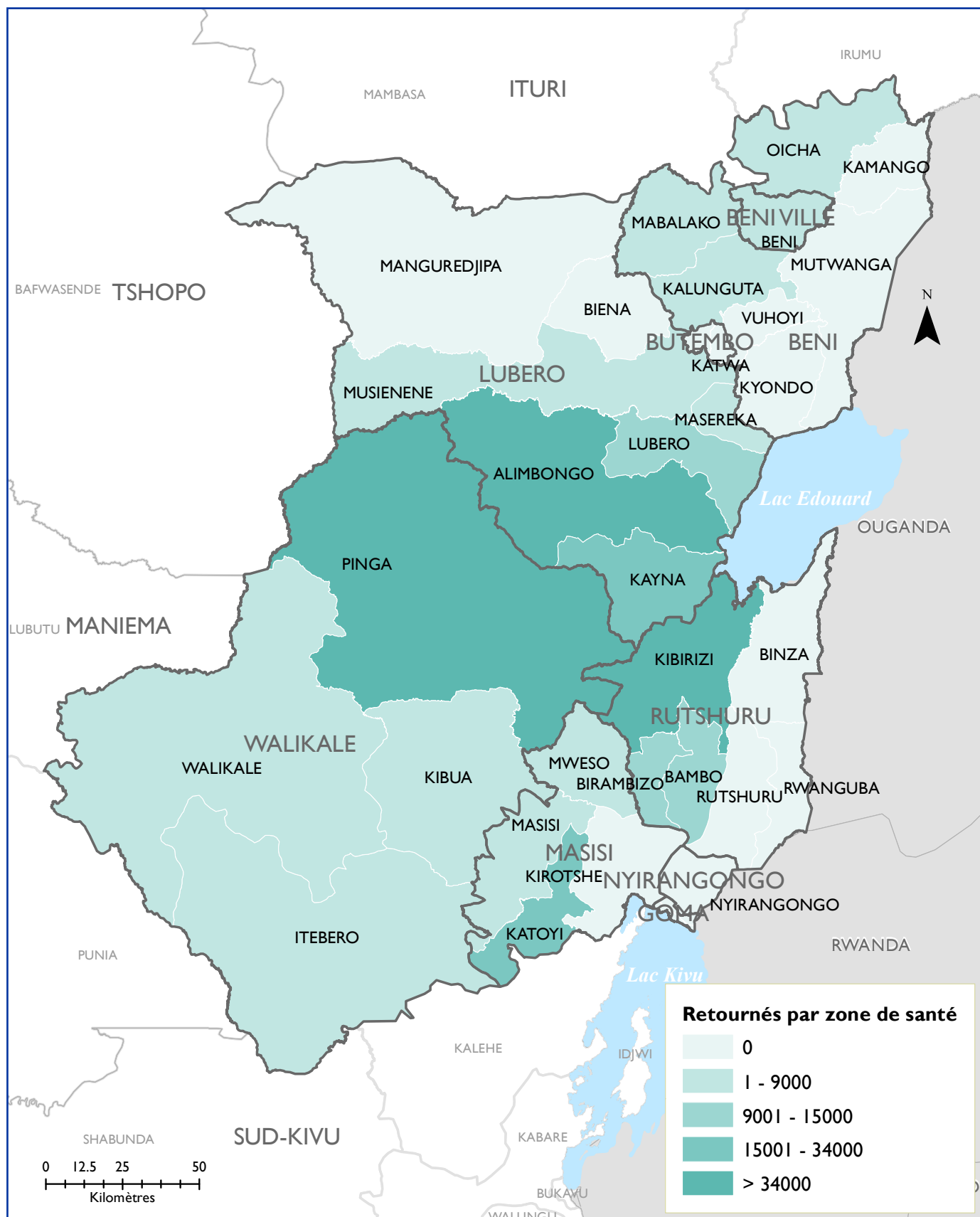


Fig. 24: Problèmes de santé les plus fréquemment signalés



CARTE 2: DISTRIBUTION DES RETOURNÉS PAR ZONE DE SANTÉ (ÉCHANTILLON)



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM. Sources: OSM). Les coordonnées GPS n'ont pas été contre-vérifiées sur le terrain.

ÉDUCATION

Dans deux tiers des villages évalués, il a été signalé la présence d'une école dans le village, avec en moyenne une école primaire et 0,5 école secondaire. Néanmoins, seulement un village évalué sur trois (34%) dispose d'une école secondaire. De même, 75 pour cent des retournés inclus dans l'évaluation vivent dans un village doté d'une école, contre 86 pour cent des PDI et 74 pour cent des membres de la communauté d'accueil. Sur les 25 pour cent de retournés qui ne disposent pas d'une école primaire dans leur communauté, six pour cent ont déclaré que les enfants ne vont pas à l'école. Parmi ceux qui se rendent dans un village voisin pour aller à l'école, les enfants doivent marcher en moyenne 3,3 kilomètres jusqu'à l'école la plus proche (13% d'entre eux font plus de 5 km à l'aller). Lorsque des personnes déplacées et retournés sont présents dans des villages disposant d'une école primaire, les retournés sont plus susceptibles d'étudier (75% des villages ont déclaré que les enfants retournés allaient à l'école, contre 71% pour les enfants déplacés). Au total, 65 pour cent des retournés qui vivent dans un village doté d'une école primaire sont scolarisés, alors que ce chiffre est de 74 pour cent pour la communauté hôte et de 68 pour cent pour les déplacés dans les villages évalués.

Dans un quart des villages évalués, les IC ont signalé la présence d'un établissement d'enseignement pour adultes, mais seulement 20 pour cent des retournés vivent dans un village disposant d'un tel établissement. Au total, sur les 301 villages évalués, comptant près de 697 280 habitants, il a été recensé 260 écoles primaires, 124 écoles secondaires, 24 centres de formation professionnelle, sept centres de formation agricole, trois universités et une école maternelle. Cela équivaut à environ 574 enfants âgés de 5 à 14 ans par école primaire et 747 adolescents âgés de 15 à 17 ans par école secondaire. Dans la majorité (59%) des villages évalués, les IC ont déclaré que la plupart des adultes de la communauté ont un niveau d'éducation secondaire, dans les autres villages, les adultes ont un niveau d'éducation primaire. Les niveaux d'éducation secondaire des adultes sont plus élevés, en proportion des villages évalués, à Lubero (82%) et Walikale (73%) qu'à Beni (43%), Masisi (31%) et Rutshuru (29%). Plus des deux tiers (69%) des retournés vivent dans des villages où les parents payent pour les frais de scolarité du primaire et du secondaire. La même proportion de villages évalués a déclaré (à travers les IC) que les parents ne sont généralement pas satisfaits du niveau d'éducation des écoles de la communauté. Les villages qui ont

déclaré que l'école était un service payant sont 32 pour cent plus susceptibles de déclarer qu'ils ne sont généralement pas satisfaits des normes éducatives (c'est-à-dire de la qualité) des écoles de la communauté. Dans l'ensemble, les raisons qui ont été les plus couramment citées pour expliquer l'insatisfaction à l'égard de la qualité de l'éducation dans les écoles de village sont (par ordre d'importance) : le manque d'infrastructures ou d'équipements, la distance jusqu'à l'école, le coût des études, le manque d'enseignants qualifiés, le manque de sensibilisation aux avantages de l'éducation, l'inégalité d'accès en fonction du statut et l'inégalité d'accès en fonction du sexe (fig. 25). A la question de savoir si le nombre de garçons et de filles de la communauté fréquentant l'école est à peu près égal, 75 pour cent des IC pour les villages évalués ont répondu que le ratio était inégal. Les communautés, faisant état d'un nombre inégal de filles et de garçons dans les écoles, ont rapporté beaucoup plus de raisons (37%) pour lesquelles les filles ne vont pas à l'école que les garçons, et les obstacles rapportés varient en fonction du sexe (fig. 26).

Certains obstacles, tels que le coût, la distance, le manque de place à l'école, le manque de nourriture à l'école et l'insécurité générale, ont été signalés à des niveaux similaires pour les garçons et les filles. Cependant, d'autres obstacles tels que le mariage forcé (44% pour les filles, contre 7% pour les garçons), la méconnaissance des avantages de l'éducation (53% et 28%, respectivement) et la « décision de la famille » (71% et 45%, respectivement) sont beaucoup plus fréquemment cités comme des raisons pour lesquelles les filles ne fréquentent pas l'école. Seules quelques raisons, dont la migration (voir section précédente), le niveau scolaire médiocre (de l'élève), et « autres » (sous laquelle le manque de désir de participer à l'école, la délinquance et le recrutement dans des groupes armés) ont été plus fréquemment citées pour les garçons que pour les filles (fig. 26).

Fig. 25: Problèmes les plus souvent signalés (écoles)

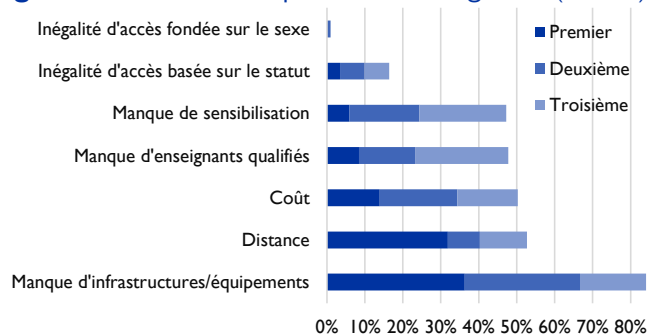
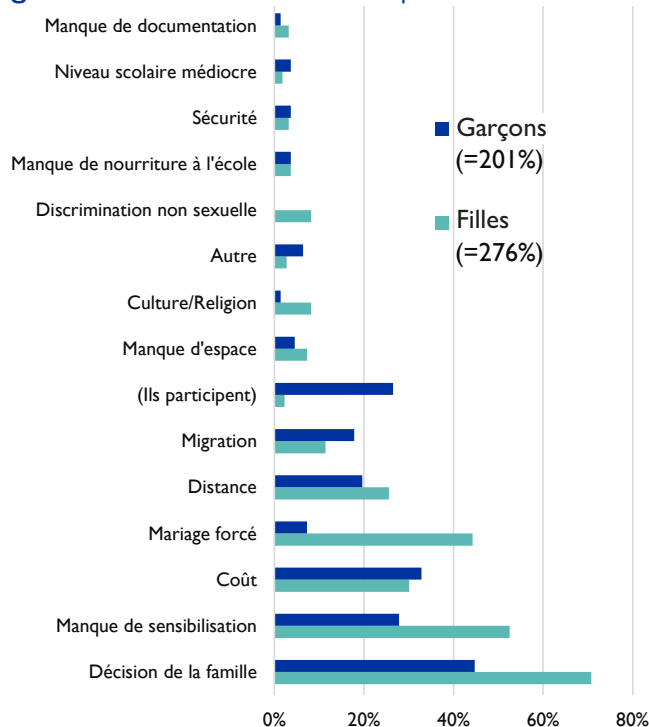


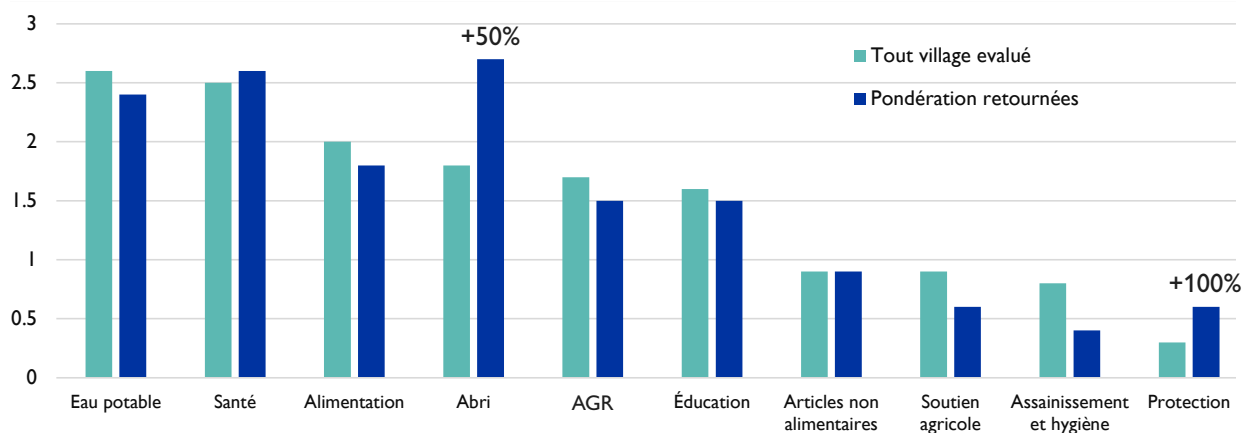
Fig. 26: Facteurs affectant la fréquentation scolaire



PERCEPTION DES BESOINS PAR LA COMMUNAUTÉ

La DTM a demandé aux IC des villages évalués de classer d'un à cinq les besoins prioritaires (du plus faible au plus élevé). Une moyenne des scores a ensuite été calculé pour tous les villages considérés afin d'évaluer la priorité relative des secteurs dans l'ensemble des villages évalués (tous les villages étant pondérés de manière égale). En outre, ces réponses ont été pondérées en fonction du nombre de retournés signalés dans le village afin de mieux évaluer les priorités relatives des retournés dans les villages évalués. Dans tous les villages, les priorités étaient les suivantes : eau potable, santé, nourriture, abri, les activités génératrices de revenus (AGR), éducation, articles non alimentaires, soutien agricole, assainissement et hygiène et protection. Après pondération, les communautés de retours ont accordé une plus grande priorité à l'aide au logement (+50%) et à la protection (+100%) que les villages évalués en moyenne (fig. 27). Lorsque l'on pondère la priorité accordée par les communautés aux abris en fonction du nombre de retournés et de la date d'arrivée de la plupart des retournés dans la communauté, la priorité accordée par les communautés aux abris diminue en fonction du temps écoulé depuis le retour des personnes déplacées. En moyenne, l'abri reste de loin la première priorité dans les communautés de retour pendant la première année suivant le retour, et se classe en moyenne derrière l'eau potable, la santé et la nourriture.

Fig. 27: Perceptions des besoins prioritaires par la communauté



CONCLUSION

Les résultats de cette enquête d'évaluation des retours, en plus des exercices de suivi de la mobilité, relève d'abord un certain nombre de conclusions sur la situation des retours et des solutions durables dans la province du Nord-Kivu et, dans une certaine mesure, dans l'Est de la RDC. Les résultats de cette enquête mettent en évidence les défis auxquels sont confrontés les personnes déplacées et leurs communautés évoluent, plutôt que de se dissiper, après le retour dans leur village d'origine. Cette évaluation montre que les conflits restent un moteur important des déplacements internes de populations dans la province du Nord-Kivu. Elle fournit également des données sur leur impact sur les infrastructures et les services de base dans les communautés de retour. Les événements de déplacement liés aux conflits ne détruisent et n'endommagent pas seulement les infrastructures d'hébergement et de services, mais aussi indirectement la dissolution des systèmes connexes.

Si les personnes déplacées sont certainement confrontées à des obstacles importants en termes d'accès aux abris, aux moyens de subsistance et aux services de base dans les communautés d'accueil, ils fuient généralement vers des villages qui ne disposent pas de services de base minimum (écoles, centres de santé, etc.). Il ne fait aucun doute que l'installation dans les communautés d'accueil pose de nombreux défis humanitaires liés à l'accès aux abris et aux services de base. Cette situation est souvent due soit à une incapacité financière, ou à la discrimination voire même à la pression démographique accrue sur ces services (aggravée dans certains cas par la nécessité pour les PDI de s'abriter dans des bâtiments publics). Ces mouvements de retour affectent également les communautés d'accueil en l'absence d'une réponse humanitaire appropriée.

Alors que les personnes déplacées sont confrontées de manière disproportionnée à des obstacles liés à un accès inégal ou insuffisant, les communautés de retournés sont confrontées de manière disproportionnée à des obstacles en termes d'infrastructures et de retard dans le rétablissement des systèmes tels qu'ils existaient avant le déplacement. Dans de nombreux cas, les questions liées à la terre, à la propriété et à l'administration peuvent à la fois être à l'origine de conflits et être exacerbées par les événements de déplacement et de retour. De même, lorsque les personnes déplacées retournent dans leurs villages, ces communautés sont souvent confrontées à des défis relatifs à l'accès aux moyens de subsistance, à la réparation et la maintenance des infrastructures et des services de base, tels que les marchés, les écoles, les centres de santé, les centres communautaires, les bâtiments des agents de sécurité et les mécanismes d'administration et de gouvernance.

L'OIM a une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et les abus sexuels. Signalez la fraude ou la mauvaise conduite (exploitation et les abus sexuels) de manière confidentielle : 49 55 55 ou à travers le site <https://weareallin.iom.int>